

## **Projet de Constitution Européenne**

Manifeste (8 mars 2004)

La Ligue œuvre, depuis sa création en 1947, pour l'intégration économique et politique de l'Europe, pour une coopération étroite de l'Union européenne avec les pays d'Europe qui ont choisi de rester à l'écart de ce mouvement, et pour un dialogue avec le reste du monde.

A ce titre, elle a toujours encouragé les initiatives en faveur de l'intégration et de l'approfondissement de la Communauté européenne et s'est efforcée de jouer un rôle positif auprès des responsables politiques dans les périodes de crise ou de difficultés.

Dans cet esprit, elle a participé activement aux travaux de la Convention et s'est exprimée à plusieurs reprises sur le contenu du projet de Constitution.

Malgré les lacunes et les insuffisances du texte soumis à la Conférence intergouvernementale, elle a considéré que les avancées dans ce projet, résultant d'une large concertation, méritaient un appui de sa part.

Or, la CIG, non seulement n'a pas abouti à un accord sur deux points importants du document (le système de votation et la composition de la Commission) mais encore a réduit la portée de certaines propositions, en particulier en rejetant l'application du vote majoritaire dans les domaines de la sécurité sociale et de la justice pénale.

Outre les conséquences dommageables de cette impasse pour les citoyens actuels et futurs de l'Europe élargie, l'absence d'accord rapide sur le projet de Constitution affaiblira son impact et réduira en même temps l'attrait et la signification des élections au Parlement européen en juin prochain.

Aussi la Ligue demande que le projet de Constitution soit approuvé le plus rapidement possible dans la version finalisée de la Convention, sans les amendements de nature à en affaiblir la portée, et souhaite que le Parlement européen réitère son soutien au texte de la Convention.

En réalité les travaux de la CIG ont également montré les limites et les carences de la méthode intergouvernementale prévalant au sein du Conseil, qui a lui-même failli quelque peu dans sa prétention à vouloir incarner l'intérêt commun de l'Europe.

La CIG a également fait apparaître clairement que, derrière les controverses sur les aspects institutionnels, se cachent en réalité deux conceptions opposées sur l'avenir de l'Europe: l'une fondée sur la poursuite du processus d'approfondissement et l'autre sur la transformation progressive de l'Union européenne en zone de Libre échange.

Aussi, face à cette situation nouvelle qui porte en elle les germes d'une désintégration de l'Union européenne, la Ligue tient à réaffirmer solennellement son attachement à l'intégration européenne et à son contenu fondamental.

La Ligue considère en particulier que, pour être crédible et validée par les citoyens, l'Union européenne élargie doit répondre à terme aux critères suivants:

- ◇ une véritable Europe politique capable d'assurer son rôle dans le monde, ce qui suppose des moyens permettant à l'Union d'assumer ses responsabilités internationales et d'avoir une politique étrangère;
- ◇ une gouvernance efficace et démocratique qui doit se refléter dans le dispositif institutionnel et le partage des pouvoirs entre la Commission, le Conseil et le Parlement européen;
- ◇ un processus rapide et transparent de prise de décision;
- ◇ une légitimité et un contrôle démocratique.

Pour ces raisons, la Ligue soutient la mise en œuvre de la méthode communautaire fondée sur un processus de décision qui entre dans le champ d'application des traités (notamment le triangle institutionnel et le rôle de la Cour de Justice européenne), qui a fait ses preuves dans la prise en compte et la défense de l'intérêt commun et dont l'importance ne fera que croître dans une Europe élargie.

- - - - -